Attentats de Paris : Après la boucherie halal, la manip pour tous

18/01/2015 à 13h10
Tribune Libre de Paysan Savoyard

Une semaine après les attentats islamistes de Paris (17 morts et une vingtaine de blessés), il semble que la classe dominante et ses partis politiques, UMP, PS et leurs alliés, aient réussi à sortir indemnes de cette crise et même à en être renforcés.



Les oligarques sont les premiers responsables de ces attentats : parce qu'ils suscitent et organisent l'immigration massive, qui est la cause première du terrorisme ; parce qu'ils sont qui plus est incapables d'exercer un contrôle efficace sur les terroristes que l'immigration génère. En dépit de tout cela l'oligarchie et, à sa tête, en digne émule de Mitterrand, le maître manœuvrier F. Hollande, ont réussi à provoquer autour d'eux d'importants rassemblements d'union nationale.

> *L'affaire Merah avait déjà produit des effets comparables : l'oligarchie n'avait pas été mise en accusation et le gouvernement avait pu se mettre en scène en chef de guerre. Cette foi-ci l'oligarchie fait encore plus fort et réussi à mobiliser,dit-elle, 4 millions de personnes (notons au passage que les chiffres annoncés par le gouvernement et les médias ne font l'objet d'aucune polémique : pas question cette fois pour la police d'avancer un chiffre nettement inférieur à celui des organisateurs, comme au moment des Manifs pour tous).*

Pour réussir ce tour de force, l'oligarchie a une fois encore déployé une propagande intense, en s'appuyant sur l'appareil médiatique qu'elle contrôle entièrement.

**

- **L'oligarchie a réussi à dissimuler, une fois encore, son échec en matière de sécurité**

Les attentats qui viennent de se produire donnent lieu aux mêmes constatations que celles mises en évidence par l'affaire Merah en 2012. Comme Merah, Coulibaly et les frères Kouachi étaient bien connus de la police, de la justice et des services de renseignements. Délinquant confirmé, Coulibaly avait fait 5 ans de prison. De même les Kouachi étaient bien repérés comme islamistes : l'un d'eux avait fait de la prison pour participation à une filière djihadiste. Pourtant la surveillance dont le gouvernement dit qu'ils faisaient l'objet ne les a aucunement empêchés de commettre leurs crimes.

En affirmant « *qu'il parvient tous les jours à empêcher des attentats* », le gouvernement a réussi, pour le moment du moins, à ne pas être mis en accusation. Ni M. Cazeneuve, ni son prédécesseur M. Valls n'ont été contraints de démissionner. De même M. Sarkozy a pu défiler aux premiers rangs de la manifestation et ne s'est pas vu reprocher l'inefficacité de ses services quand il était à leur tête

pendant près de 10 ans au ministère de l'intérieur puis à l'Élysée.

Le gouvernement n'avait pas non plus réussi à éviter les attentats de la fin 2014 à Joué- lès-Tours, Dijon et Nantes (1 mort, une trentaine de blessés). Mais il avait su parfaitement minimiser leur effet dans l'opinion: en prétendant qu'ils ne s'agissait pas d'attentats mais « *d'actes de malades mentaux* » (alors que les actes commis étaient délibérés et d'un point de vue terroriste parfaitement rationnels) ; en soutenant que ces actes criminels n'étaient « *pas liés entre eux* » (alors qu'ils ont eu lieu consécutivement et qu'ils faisaient suite à un appel de l'État islamique appelant les musulmans à écraser des Français avec leur voiture) ; en affirmant enfin que ces attentats n'avaient « pas de lien avec l'islam » (alors que dans au moins deux des cas, les agresseurs ont commis leurs attaques en criant « *Allah Akhbar* »).

Le gouvernement va maintenant se sentir obligé de prendre des initiatives sécuritaires, par exemple en adoptant une législation anti-terroriste renforcée sur le modèle américain. Nous parions que ces initiatives resteront fort réduites dans leur portée.

Pour notre part il nous paraît nécessaire de durcir très fortement la législation pénale, non seulement contre les terroristes mais aussi contre les délinquants, qui sont les terroristes du quotidien. La législation pénale actuelle est en effet bien trop laxiste. Elle multiplie les règles de procédures destinées à garantir les droits : les terroristes et les délinquants, aidés par leurs avocats et abusivement protégés par le principe de présomption d'innocence, s'en servent pour échapper à la justice. S'ils sont condamnés, les délinquants sont emprisonnés pour des durées beaucoup trop réduites : la prison se transforme en une sorte de période de stage où les délinquants préparent les coups suivants, tout en entretenant leur forme physique et en écoutant les prêches des détenus islamistes.

Le principe du durcissement souhaitable est simple. Protection scrupuleuse des droits des personnes ordinaires (notamment dans le cas où elles sont mises en cause pour la première fois par la police et la justice). En revanche durcissement très net de la législation et de la procédure pénales de façon à mettre à l'écart de façon durable sinon définitive les récidivistes, qu'ils soient délinquants ou djihadistes (voir notre article). Des gens comme Merah, Kouachi et Coulibaly et des milliers d'autres de leur acabit auraient dû être mis à l'écart il y a déjà des années, sans que les règles de procédure et autres principes de présomption d'innocence aient pu constituer des obstacles.

Le parcours de Coulibaly met en évidence l'incroyable laxisme et l'incroyable complaisance dont fait montre le Système à l'endroit des délinquants. C'est ainsi qu'après avoir réalisé en prison clandestinement (sic) un reportage vidéo afin de dénoncer les conditions de détention, Coulibaly peut le vendre (sic) à une chaîne publique de télévision. Il a en 2008 les honneurs d'une interview dans Le Monde. Il est même reçu à l'Élysée (sic) en 2009 avec d'autres « *jeunes en réinsertion* » (et de nouveau interviewé et photographié, cette fois par le Parisien).

- « ***Surtout pas d'amalgame entre les terroristes et l'immense majorité des musulmans, qui sont pacifiques et ont toute leur place dans la république*** »

La classe dominante est confrontée à un enjeu vital pour elle. Il s'agit à tout prix d'éviter que l'opinion se mette à considérer que, tout compte fait, la cause principale du terrorisme c'est tout de même l'immigration. Éviter qu'elle commence à mettre en cause de façon sérieuse la présence des immigrés, qui sont pour la plupart musulmans, sur le territoire Français. Éviter qu'elle se mette à demander des comptes sur la politique immigrationniste conduite par la classe dirigeante depuis quarante ans. Eviter à tout prix que les Français en viennent à se dire que ceux qui gouvernent

depuis quarante ans les trahissent.

C'est pourquoi politiciens et journalistes répètent depuis une semaine les éléments de langage prescrits par le régime : « *Les attentats n'ont rien à voir avec l'islam et encore moins avec l'immigration. L'immense majorité des musulmans sont des gens paisibles, qui respectent les valeurs de la république et adhèrent à un islam républicain. Le Vivre-ensemble est possible avec les immigrés, qui sont pour la plupart bien intégrés* ».

A l'appui de leurs thèses, les oligarques ajoutent que les musulmans, et l'islam de façon générale, sont eux-mêmes victimes des terroristes. A titre de preuve, ils invoquent la présence de musulmans parmi les tués. C'était déjà le cas avec les attaques de Merah, dont avait été victime un militaire musulman. Cette fois l'un des policiers assassinés était musulman. Ces victimes musulmanes sont pour le régime une aubaine.

L'analyse mise en avant par la classe dominante est fausse (ou plutôt mensongère, les oligarques étant bien informés de la situation réelle). La distinction opérée entre musulmans modérés, intégristes et terroristes est dépourvue de pertinence. Tous font partie de la même communauté : ils appartiennent aux mêmes familles, habitent dans les mêmes quartiers, fréquentent les mêmes mosquées, partagent la même race, la même culture, la même religion. Ils partagent également le même état d'esprit : tous éprouvent un ressentiment, plus ou moins virulent mais toujours profond, envers les Français, les Européens, les Occidentaux, les Blancs.

Merah aussi bien que les Kouachi et Coulibaly sont nés en France, avaient la nationalité française, habitaient la banlieue, fréquentaient l'école. Ils ont vécu la même vie que des millions d'immigrés. Ils étaient délinquants et islamistes : comme à l'évidence de nombreux immigrés.

La preuve du caractère mensonger des analyses de l'oligarchie a d'ailleurs été fournie par les manifestations elles-mêmes. Les représentants musulmans officiels avaient été priés de participer et de relayer le discours imposé sur « *l'islam républicain* » : mais les fidèles des mosquées et les « jeunes » des quartiers, eux, ne se sont pas déplacés. Les médias ont mis en exergue les témoignages des quelques immigrés présents : mais les images de télévision n'ont pu cacher que les foules étaient composées quasi exclusivement de Français de souche européenne.

On peut relever ainsi que dans la grande ville où la proportion d'immigrés est la plus élevée de France, Marseille, la manifestation a réuni des effectifs très inférieurs à ceux des autres villes françaises importantes (3 ou 4 fois moins qu'à Lyon par exemple). A Bobigny, préfecture du 93, département qui compte 1,5 millions d'habitants, la manifestation a réuni « *presque une centaine de personnes* ».

Vont dans le même sens les milliers de messages signalés sur internet faisant l'apologie du terrorisme ou encore les centaines d'incidents recensés dans les établissements scolaires liés au débat sur les attentats.

Concluons sur ce point : seuls l'arrêt de l'immigration et le départ d'une partie au moins des immigrés présents pourraient faire cesser le terrorisme et autoriser le retour en France et en Europe d'une situation paisible. C'est également à ces conditions que les peuples européens pourront se redonner un avenir.

C'est une fois encore Jean-Marie Le Pen qui a su trouver les mots justes : " *Je suis Charlie Martel*".

- **L'oligarchie a désigné l'ennemi principal : « l'extrême droite »**

Dès après les attentats, l'oligarchie a mis en cause l'extrême droite, en l'accusant de porter une part de responsabilité

dans le terrorisme « *parce qu'elle sème la haine* ».

On se rappelle qu'en 2012 la presse avait pendant plusieurs jours suspecté l'extrême droite des attentats dont Merah se révélera finalement le coupable.

La mise en cause de l'extrême droite présente pour le régime un double intérêt. Elle permet tout d'abord aux gouvernants de faire oublier leurs responsabilités dans l'échec sécuritaire. En dénonçant l'extrême droite, l'oligarchie a cherché également à devancer d'éventuelles attaques de sa part contre sa politique immigrationniste. Le Système utilise ce faisant les recettes classiques : attaquer et dénoncer avant de l'être soi même ; rechercher un bouc-émissaire pour dévier sur lui la responsabilité.

C'est ainsi que le FN a été le seul parti à ne pas être convié à la réunion d'organisation de la manifestation parisienne (ce qui a conduit Marine le Pen à refuser de s'y joindre). L'organiseur de la manifestation, le député et ancien ministre PS François Lamy a justifié cette mise à l'écart en déclarant : « *Nous n'invitons pas les organisations qui divisent le pays, stigmatisent nos concitoyens musulmans et jouent sur les peurs* ».

Depuis une semaine, intellectuels et politiciens se relaient pour établir un parallèle entre l'extrême droite et les islamistes, présentés comme deux extrêmes qui se renforcent l'un l'autre. M. Dray, proche de F. Hollande met en cause « *ceux qui ont dit : nous ne sommes pas Charlie… Jean-Marie Le Pen et Tariq Ramadan* ». M. Mélenchon, leader d'extrême gauche affirme que « *Mme Le Pen fait partie du problème* ».

Spécialiste de l'islam, G. Kepel met en garde contre le risque d'une « *polarisation de nos sociétés entre d'un côté la mouvance identitaire et d'extrême droite…* (et de l'autre) *les salafistes. Nous avons des identitaires de chaque côté qui ont*

la même grammaire ». M. Ramaux, économiste, dénonce « *le fascisme brun… et le fascisme vert* ». L'éditorialiste du Monde à son tour dénonce la présidente du FN « la plus acharnée pour attiser les peurs, nourrir les ostracismes » et appelle à « *lutter sérieusement contre toutes les pestes identitaires qui rongent ce pays* ».

Bien davantage en réalité que le terrorisme, « *l'extrême droite* » est pour la classe dominante l'ennemi principal (nous reviendrons sur ce point dans un prochain article).

**

L'opération de propagande est pour l'instant parfaitement réussie. L'opinion se montre docile, répond de façon moutonnière aux appels à manifester, achète Charlie Hebdo en masse et prononce sans difficulté les slogans qu'on lui souffle.

Elle ne semble aucunement troublée par la malhonnêteté du régime, qui appelle à une manifestation d'union nationale en commençant par en exclure un parti qui a recueilli 6,4 millions de voix ; et qui organise cette manifestation au nom de la défense de la liberté d'expression tout en annonçant qu'il fera en sorte d'empêcher à l'avenir les propos islamophobes. Disposant d'un monopole sur les moyens de communication, le Système peut se permettre cette mauvaise foi grossière.

Le 3 janvier, quelques jours avant les attentats, un nouveau cargo, empli de 360 immigrants clandestins, était accueilli dans un port italien… Le 12^{e} en quelques semaines.

(*Merci à Jeublan et à domusdom)*